

DÉCISION

Décision n°SR/AF/2024/ 172

Marché public d'assistance à la mise en concurrence du contrat d'assurance pour la construction d'un conservatoire de musique et de danse dans l'ancien mess des officiers du quartier Ordener

NOUS, Maire de la Ville de SENLIS,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU la délibération n°07 du Conseil Municipal en date du 5 juillet 2020, affichée le 6 juillet 2020 et reçue par la Sous-Préfecture de l'Arrondissement de SENLIS le 6 juillet 2020, portant délégations au Maire de Senlis en vertu de l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Code de la Commande Publique, et notamment son article R2123-1 1°,

CONSIDERANT que les travaux de construction d'un conservatoire de musique et de danse dans l'ancien mess des officiers du quartier Ordener nécessitent la souscription d'une assurance dommage,

CONSIDERANT que pour la mise en concurrence de ce contrat la Ville a besoin de disposer de l'expertise d'un consultant en assurances,

CONSIDERANT que des demandes de devis auprès de trois cabinets ont été effectuées,

CONSIDERANT qu'il ressort de l'analyse que l'offre de ARIMA CONSULTANTS ASSOCIES est économiquement la plus avantageuse,

DÉCIDONS

Article 1 – La conclusion d'un marché public d'assistance à la mise en concurrence du contrat d'assurance pour la construction d'un conservatoire de musique et de danse dans l'ancien mess des officiers du quartier Ordener avec ARIMA CONSULTANTS ASSOCIES sise 10 rue du Colisée - 75008 PARIS.

Article 2 – Le montant de la prestation est de 2 900,00 € H.T., soit 3 480,00 € T.T.C.

Article 3 – Le marché public est passé à compter de la date de notification et prend fin au terme de la durée de la garantie dommages-ouvrage.

Article 4 – Le présent acte peut faire l'objet d'un recours dans un délai de deux mois, à compter de son rendu exécutoire, pour saisir le tribunal administratif, 14 rue Lemerchier - 80000 AMIENS. Le tribunal administratif peut être saisi notamment au moyen de l'application informatique télérecours citoyen accessible par le biais du site www.telerecours.fr

Article 5 – L'ampliation de la présente décision sera adressée à :

- La Sous-préfecture de Senlis,
- Le Receveur de Senlis,
- L'intéressé

Fait à Senlis, le

28 MAI 2024

Par délégation du Maire,

Patrick GAUDUBOIS
2^{ème} adjoint



Cette décision a été,
Reçue en Sous-Préfecture le :
Notifiée le :

28 MAI 2024

28 MAI 2024

Publiée sur le site internet de la Ville :

28 MAI 2024